Un Garden-Party au palais de de Buckingham.

Presse Associée.

Londres, 13 juillet—Le prince et la princesse de Galles ont donné aujourd'hui, au nom de la reine, un garden-party au palais de Buckingham, en l'honneur de la princesse Maud, dont le mariage avec le prince Charles de Danemark sera célébré mercredi prochain.

Les membres de la famille royale sont arrivés à quatre heures 30 de l'après-midi. Les salons d'Etat ont alors été ouverts aux invités. Ceux-ci étaient au nombre d'environ un millier. On remarquait le nombre habituel de membres de l'aristocratie anglaise et plusieurs personnages distingués des colonies des Indes orientales.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Thomas F. Bayard, les fonctionnaires de l'ambassade et M. Chauncey M. Depew, de New York, étaient présents.

Parmi les autres Américains présents on remarquait l'honorable Henry B. Brown, juge à la Cour Suprême des Etats Unis, et Mme Brown, le juge Oliver Wendell Holmes, de Boston, Mme Colgate et M. Lloyd Griscom, de Philadelphie.

Réunion Annuelle des Membres de la Ligue Bimétallique de la Grande Bretagne.

Presse Associée.

Londres, 13 juillet—Les membres de la ligue bimétallique de la Grande Bretagne ont tenu aujourd'hui leur réunion annuelle à l'hôtel de la rue Canon.

Le rapport annuel établit que le bimétallisme international a fait de sérieux progrès en Angleterre et en Amérique. Il cite les résolutions en faveur du bimétallisme adoptées par la Chambre des Députés de France, la Chambre des Représentants de Belgique et la diète de Prusse, puis il ajoute: Aux Etats-Unis, tous les partis et toutes les classes accueilleraient avec joie le bimétallisme.

Cependant, de nombreuses personnes de ce pays sont convaincues de la nécessité de la *remonétisation* de l'argent, et elles ne semblent pas disposées à attendre la conclusion d'une entente internationale. Aucun parti aux Etats Unis ne favorise le monométallisme d'or.

Le rapport se termine ainsi:

La responsabilité des dangers actuels et croissants que court la vie industrielle de la nation repose sur ceux qui s'opposent au système monétaire par lequel notre prospérité a fait de si grands progrès.

Il a été donné lecture d'une lettre de lord Alderham (M. Henry Hucks Gibbs), le président de la ligue, dans laquelle il félicite les membres des grands progrès accomplis aux Etats-Unis.

C'est un fait remarquable, écrit lord Aldenham, que cette question, que quelques uns traitent avec mépris, semble être la question politique principale soumise à une nation de 70,000,000 d'habitants.

Lord Aldenham fait aussi allusion à ce qu'il appelle l'ignorance de la presse londonienne à ce sujet.

Ces journaux se sont joints, dit-il, au choeur pour le "monétaire honnête," croyant que ces mots s'appliquaient en Amérique au monométallisme d'or et non, comme ils s'appliquent réellement, au bimétallisme international.

Quel que puisse être le résultat de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, a dit lord Aldenham en terminant, nous pouvons déclarer que notre cause est généralement en progrès.

L'assistance était nombreuse à la réunion. M. Robert Barclay, de Manchester, a présidé.

Il a été donné lecture d'une lettre de l'honorable A. J. Balfour, premier lord de la Trésorerie, dans laquelle il exprime ses regrets de ne pouvoir, pour cause de maladie, assister à la réunion.

Le général Francis A. Walker, de Boston, a prononcé un discours qui a été accueilli avec grand enthousiasme. Il a exposé la question d'argent au point de vue américain.

Parmi les personnages distingués présents on remarquait lord Lidderdale, Sir Thomas Sutherland, M. William E. M. Tomlinson, M. S., l'honorable J. W. E. D. Scott-Montague, M. P., M. H. S. Foster, M. Morton Trewen, lord Sherborne, les professeurs Foxwell et L. L. Price, et beaucoup d'autres.

Dans le Port de Lysterfjord.

Presse Associée.

Berlin, 13 juillet—Samedi dernier, pendant que le yacht impérial Hohenzollern et le croiseur allemand Gefion étaient à l'ancre dans le port de Lysterfjord, en Norwège, le vapeur à frêt général Chanzy s'est échoué au large de Floro.

L'empereur Guillaume a envoyé le Gefion pour remettre à flot le navire français, ce qu'il a réussi à faire aujourd'hui.

Entente.

Presse Associée.

Londres, 13 juillet—La Chambre des Communes a accepté les amendements apportés par la Chambre des Lords à la loi sur les maladies des bestiaux.

Bataille dans la Province de Santiago de Cuba.

Mort de plusieurs chefs cubains.

Presse Associée.

La Havane, 13 juillet—Des avis de Santigo de Cuba établissent qu'un combat a eu lieu entre les troupes espagnoles et les rebelles commandés par Jose Maceo. Le capitaine Monzon et plusieurs autres chefs cubains auraient été tués.

Serafin Sanchez et Rabi, à la tête de détachements d'insurgés, ont traversé le pays près de Songo et évité les espagnols.

On sait que l'expédition conduite par le général Rafael Portundo a effectué son débarquement à Tamaio.

Cette expédition, qui comprenait quarante insurgés, a apporté une grande quantité de munitions, de la dynamite, deux canons et 3 000 uniformes.

On annonce aussi que deux autres expéditions ont été débarquées, l'une près de Baracoa, l'autre sur la côte de Barrigua, entre Bamuri et Mata.

Le chef rebelle Carillo, avec deux mille hommes d'infanterie et de la cavalerie, marche à l'ouest au-delà de Mazareno et de Remedios. Il escorte un convoi de mules chargées de munitions.

On croit qu'il bat maintenant en retraite dans la direction de Santi-Spiritus ou de Trinidad, à la suite de sa défaite à Tarran.

Les victimes de la fièvre jaune ont été nombreuses dans le village de Yaguajay, où beaucoup d'habitants des campagnes se sont réfugiés.

La Loi Agraire Irlandaise.

Presse Associée.

Londres, 13 juillet—Il est semi-officiellement annoncé que les amendements à la loi agraire irlandaise présentés par M. Gerald Balfour à la Chambre des Communes, le 23 avril dernier seront retirés. Il est également annoncé que l'article 18 de la loi sera entièrement enlevé, à la suite de l'attitude d'opposition assumée par M. T. W. Russell, représentant la circonscription sud de Tyrone.

M. Russell est un libéral opposé au Home Rule, mais favorable à la loi agraire et à des réformes tempérées.

Les amendements proposés par M. Balfour n'ont semblé acceptables ni aux "nationalistes" ni aux "Ulstéristes."

L'opinion de Senor Sagasta.

Presse Associée.

Madrid, 13 juillet—Pendant une interview au sujet des alliances européennes, senor Sagasta, ancien premier ministre, a déclaré que toute l'énergie de l'Europe doit tendre à maintenir une politique opposée à la politique récemment inaugurée en Amérique.

La crise ministérielle italienne.

Presse Associée.

Rome, 13 juillet—Deux conseils de cabinet ont été tenus aujourd'hui. Tous les ministres étaient présents, à l'exception du ministre de la guerre, le général Ricotti, dont la démission a précipité la crise ministérielle, et du ministre des travaux publics, signor Perazzi.

D'après quelques journaux de Rome, les négociations du marquis di Rudini pour obtenir l'entrée du général Pelloux dans le ministère n'ont pas réussi. Le ministre des finances, signor Colombo, a refusé de consentir à l'augmentation du budget de l'armée imposée comme condition d'acceptation par le général Pelloux.

Le *Don Chiscotte della Mancia* dit que les ministres ne s'accordent pas au sujet du budget, et que cette circonstance semble devoir prolonger la crise.

L'*Opinione* estime que la crise ministérielle prendra fin demain.

Le marquis di Rudini a mandé le général Morra La Briano, dans ses efforts pour reconstituer le cabinet. Le général est arrivé à Rome.

Une troisième séance de cabinet a eu lieu dans la soirée. Il a été ensuite annoncé que la crise serait terminée demain et que la question des dépenses militaires pouvait être considérée comme réglée. La distribution des portefeuilles aura lieu demain. Le bruit court toujours que le général Pelloux fera peut-être partie du nouveau cabinet.

Arrestations à la Havane.

Presse Associée.

La Havane, 13 juillet—Plusieurs personnes compromises, prétend-on, dans l'envoi de dépêches chiffrées relatives au débarquement des dernières expéditions de flibustiers ont été arrêtées par la police de la Havane.

En opérant une reconnaissance sur la côte, entre Boca Guanabo et Boca Ceiga, le général Ochoa a trouvé 12,000 cartouches, une caisse de bombes qui étaient destinées, croit-on, à la destruction de trains sur la ligne de Matanzas, et une boite de médecines.

Dans l'engagement avec les troupes du Colonel Amor sur la ferme de Gomez, le 9 juillet dernier, les insurgés ont perdu trente hommes.

Les élections belges.

Presse Associée.

Bruxelles, 13 juillet.—Les résultats complets des élections législatives montrent que la Chambre comprendra 105 cléricaux, 18 libéraux et 29 socialistes. Les cléricaux ont ainsi une majorité de 58.

Victoire de James Stansbury.

Presse Associée.

Londres, 13 juillet—James Stansbury, l'australien, a vaincu aujourd'hui sur la Tamise dans un match à l'aviron le champion anglais "Wag" Harring.

Maladie du Père de Mme Mackay.

Presse Associée.

Londres, 14 juillet—Le *Post* annonce que Mme John W. Mackay a été appelée à Rome à cause d'une maladie dangereuse de son père.

Commandes de la Chine en Belgique.

Presse Associée.

Londres, 14 juillet—Le correspondant du *Times* à Bruxelles dit que les journaux de cette ville annoncent que Li Hung Chang a fait de fortes commandes de canons et de fusils à Herstal et à Liège. Il a demandé aux Cockerills d'établir en Chine une fonderie d'acier dirigée par des belges.

Conspiration au Pérou.

Presse Associée.

Londres, 14 juillet—Une dépêche de Lima, Pérou, au *Times* dit qu'une conspiration ourdie par le général Caceres contre le gouvernement a été découverte. De nombreux officiers et plusieurs civils auraient été arrêtés.

Un emprunt d'un milliard.

Presse Associée.

Londres, 14 juillet—Le *Standard* publie la dépêche suivante de Paris:

Le bruit court à la Bourse que les Rotschilds vont lancer un emprunt russe d'un milliard de francs.

Mort du ministre de Russie au Japon.

Presse Associée.

St-Pétersbourg, 13 juillet—M. Hitrovo, ministre de Russie au Japon, est mort subitement à St Pétersbourg.

Le nouveau ministère canadien.

Presse Associée.

Ottawa, Canada, 13 juillet—Le nouveau cabinet canadien est ainsi composé:

Président du conseil, honorable Wilfred Laurier; Commerce, Sir Richard Cartwright; Justice, Sir Oliver Mowat; finances, Premier Fielding; milice, docteur Borden; marine et pêcheries, L. H. Davies; travaux publics, J. I. Tarte; chemins de fer et canaux, G H Blair; agriculture, Sidney Fisher; postes, W. Mulock; douanes, W Paterson; contributions directes, Sir Henri Jolly; état, R. W. Scott; avocat-général, C. Fitzpatrick; intérieur, laissé vacant pour le moment; ministres sans portefeuilles, C. A. Geoffrion et R. R. Dobell.

NOUVELLES AMÉRICAINES.

Le Comité de Campagne.

Presse Associée.

Chicago, 13 juillet.—M. Jones, sénateur de l'Arkansas et président du comité national démocratique, est parti aujourd'hui de Chicago pour Washington, d'où il annoncera la composition du comité exécutif chargé de la conduite de la campagne électorale.

Le lieu et le temps de la notification officielle aux candidats démocratiques à la présidence et à la vice présidence n'ont pas encore été déterminés, mais cette question sera réglée dans quelques jours.

On dit que, personnellement, M. Bryan préfère New York, et qu'il est probable que cette ville sera désignée.

La notification aura lieu dans la deuxième semaine d'août.

Le Comité Exécutif Républicain.

Presse Associée.

Cleveland, Ohio, 13 juillet—L'honorable M. A. Hanna a annoncé aujourd'hui la composition du comité exécutif national républicain. En font partie:

M. A. Hanna, président, de Cleveland; William M. Osborne, secrétaire, de Boston; général Powell Clayton, de l'Arkansas; Charles G. Dawes, de l'Illinois; W. T. Durbin, de l'Indiana; Cyrus Leland, du Kansas; Jos. H. Manley, du Maine; honorable M. S. Quay, de la Pennsylvanie; H. C. Payne, du Wisconsin; N. B. Scott, de la Virginie de l'Ouest.

Le neuvième membre n'est pas encore choisi.

POUR RIRE

Elle,—Quand je me marierai, j'ose espérer que je serai veuve jeune!
Lui.—Comme vous êtes cruelle!
Elle.—N'ayez crainte je ne serai pas votre veuve.

Les Etats-Unis et la Russie.

Presse Associée.

Washington, 13 juillet.—La plus grande partie des travaux de M. Breckinridge, ministre des Etats-Unis en Russie, semble d'avoir, suivant des instructions du département d'état, protesté contre la pratique d'après laquelle les consuls de Russie aux Etats Unis refusent de viser les passe-ports des citoyens américains quand ces individus sont des juifs.

Au point où la correspondance publiée se termine, M. Breckinridge avait brusquement informé le gouvernement russe que le gouvernement des Etats-Unis ne pouvait accepter les décisions de semblables tribunaux étrangers sur son territoire.

L'attitude de M. Breckinridge a été formellement approuvée par le secrétaire Olney.

Un autre important sujet de négociations a été l'insistance du gouvernement russe sur son droit de punir tout Russe qui tombe sous sa juridiction après avoir été naturalisé citoyen des Etats-Unis ou de tout autre pays.

La correspondance échangée à ce sujet a été d'un caractère si vif qu'elle a conduit le ministre à se plaindre au secrétaire Olney du manque de courtoisie d'une note du prince Lobanow.

L'état de choses à la fin de la correspondance était que le gouvernement maintenait fermement son droit de punir les Russes naturalisés américains s'ils revenaient en Russie.

En attendant la fin des négociations M. Breckinridge a prudemment suggéré de conseiller aux Russes devenus citoyens des Etats-Unis de ne pas se rendre en Russie.

En Faveur du Ticket Démocratique.

Presse Associée.

Leadston, Maine, 13 juillet—Salomon Chase, l'auteur du mouvement des *greenbacks* en 1874 dans l'Etat du Maine, dont on a parlé comme candidat à la présidence sur le ticket populiste, s'est déclaré en faveur de Bryan et de Sewall.

Il donne aux populistes le conseil d'adopter le ticket démocratique à la convention prochaine de St Louis.

Les dissidents républicains.

Presse Associée.

Manitou, Colorado, 13 juillet—Le sénateur Dubois, de l'Idaho, et le congressionnel Hartman, du Montana, ont rejoint hier le sénateur Teller à un des hôtels de Manitou. Ces messieurs tiendront une conférence quand les sénateurs Cannon, Pettigrew et Mantle seront arrivés. Ces derniers sont attendus mercredi.

A cette réunion sera rédigée une adresse sur l'attitude que prendront vis-à-vis du ticket national les républicains dissidents.

Les Démocrates du New Hampshire.

Presse Associée.

Nashua, New Hampshire, 13 juillet—L'honorable C. A. Salloway, au nom de la délégation du New Hampshire, a télégraphié à M. Amey, président du comité d'Etat, de convoquer une convention extraordinaire pour déterminer quelle attitude doivent prendre les démocrates du New Hampshire vis-à-vis de la question de l'argent.

L'opinion du juge Caldwell.

Presse Associée.

Glenwood Springs, Colorado, 13 juillet.—Le juge H C. Caldwell a exprimé l'opinion suivante au sujet des travaux de la convention nationale démocratique:

La sagesse de son action semble inspirée.

Aucun candidat meilleur et aucun programme supérieur n'ont été présentés au peuple américain depuis un tiers de siècle. Ces travaux marquent une époque dans l'histoire politique du pays. Si McKinley est le Napoléon des forces de l'étalon d'or, Bryan est le Wellington des forces alliées des argentistes.

Et le parallèle historique sera complété en tous points, si ce n'est que ce moderne Napoléon ira, après son Waterloo, aux sources de Salt Creek au lieu d'aller à Ste-Hélène.

Les projets de M. Bland.

Presse Associée.

Lebanon, Missouri, 13 juillet—De nombreux citoyens du Missouri, désappointés par la défaite de M. Bland à la convention nationale démocratique de Chicago, ont pensé à le placer à la tête du parti dans l'Etat et à le désigner comme candidat aux fonctions de gouverneur aux élections de l'automne prochain.

M. Bland a reçu ces jours derniers de nombreux télégrammes et de nombreuses lettres lui demandant d'accepter cette candidature. Mais les plus pressantes sollicitations n'ont rien changé à ses intentions.

Depuis plusieurs années déjà M. Bland a décidé qu'il ne serait pas gouverneur; il préfère continuer la lutte dans le congrès pour le peuple tout entier.

Il a déclaré hier soir qu'il ne serait pas candidat au poste de gouverneur; qu'il refusait la nomination et qu'en aucune circonstance il ne briguerait ces fonctions.

M. Bland a fait cette déclaration de la façon la plus positive, afin de ne laisser aucun doute dans l'esprit de ses amis et d'établir que de nouveaux efforts pour l'engager à accepter la candidature seraient absolument inutiles.

Il a ajouté qu'il sera candidat démocratique au congrès dans son ancien district. Il désire être réélu afin de continuer dans le parlement la lutte en faveur de la frappe libre.

Le comité national démocratique.

Presse Associée.

Chicago, 13 juillet.—Les membres du comité national démocratique sont unanimement en faveur de l'établissement d'un sous-quartier-général du comité à Chicago.

Beaucoup désirent même le transfert du quartier-général de New York à Chicago.

Ceux qui sont encore ici discutent cette question et une réunion impromptue a eu lieu ce matin à la Palmer House.

Avant de partir pour Washington M. Jones, sénateur de l'Arkansas, a dit:

Il y aura une nouvelle réunion des membres du comité national d'ici trois semaines, et la question du transfert du quartier-général sera plus complètement prise en considération.

Vous pouvez dire que, selon toutes probabilités, la campagne électorale de 1896 sera dirigée d'un quartier général établi à Chicago. Pour beaucoup de raisons je suis en faveur de le retirer de New York.

Drame Conjugal.

Presse Associée.

Aurora, Nebraska, 13 juillet—Haynd Roberts, un cultivateur, a tué sa femme et s'est suicidé dimanche. On ne sait à quel cause attribuer ce drame conjugal. Roberts était riche et très excentrique.

Il a tenté de s'enfuir après le meurtre, mais, se voyant cerné, il s'est fait sauter la cervelle.

Un Vieillard tué à coups de pieds.

Presse Associée.

Chicago, 13 juillet—Patrick Carney, un vieillard de soixante ans, a été tué à coups de pieds hier soir par James Wilson. Ce meurtre a été commis à la suite d'une querelle de famille. L'assassin a tenté de s'enfuir mais il a été arrêté après une longue chasse par un policeman.

Grand Incendie à St-Louis.

Une perte d'un demi-million.

Presse Associée.

St-Louis, 13 juillet—Le feu a été découvert, ce matin à 2 heures 30, dans la chambre des machines du Merchants Terminal Elevator, situé à l'angle des rues Deuxième et Biddel. L'alarme a été immédiatement donnée, puis une alarme générale a appelé le département d'incendie au grand complet.

Les pompiers ont promptement répondu mais l'énorme bâtisse était enveloppée de flammes à leur arrivée.

Toute la partie nord de la ville était illuminée par les flammes qui dévoraient comme du papier les bois desséchés.

La chaleur était telle que le travail des pompiers devenait presque impossible.

Environ trente minutes après le commencement de l'incendie une cheminée haute de deux cents pieds est tombée. Vingt minutes après, le mur de l'ouest a commencé à s'ébranler; les pompes ont pu être retirées à temps pour éviter leur écrasement par les débris.

M. John F. Ryan, directeur de la compagnie, n'est arrivé que quelque temps après le commencement de l'incendie. Il estime que la perte sera d'au moins $500,000. Le montant des assurances n'est pas connu jusqu'à présent.

L'élévateur contenait plusieurs milliers de boisseaux de grains.

A quatre heures du matin les pompiers étaient maîtres de l'incendie.

Deux incendies criminels à Toledo.

Presse Associée.

Toledo, Ohio, 13 juillet—Deux incendies allumés par des criminels ont éclaté la nuit dernière à Toledo. Pendant l'un d'eux un policeman et un pompier ont été grièvement blessés. Ces accidents ont eu lieu au "planing mill" de McLaren & Sprague, qui a été totalement détruit.

La perte est approximativement estimée à $90,000.

Pendant que les flammes faisaient leur ravage un autre incendie a éclaté à la fabrique de la Toledo Knitting Company. Ce dernier a été éteint presqu'aussitôt et n'a causé qu'une perte insignifiante.

Ces deux incendies ont évidemment été allumés par des criminels.

Une troisième alarme a été donnée en en même temps du nouvel hôtel St-Charles, mais le feu à cet endroit était de peu d'importance.

Une dépêche de Henri Waterson.

Presse Associée.

Louisville, Kentucky, 13 juillet—La dépêche suivante a été reçue ce matin par M. W. N. Haldeman, président de la compagnie du "Courrier Journal":

Genève, Suisse, 13 juillet, par voie du câble français.

Walter Haldeman, Louisville, Kentucky.

Un autre ticket est notre seul espoir. Pas de compromis avec le déshonneur. Restez ferme.

HENRI WATERSON.

Les Démocrates du Delaware.

Presse Associée.

Wilmington, Delaware, 13 juillet—Le sénateur George Gray s'est exprimé ce soir au sujet du programme adopté par la convention nationale démocratique:

Le plan financier du programme est contraire à toutes mes convictions et à ce que je considère comme une démocratie honnête. Je ne puis changer mes convictions, même à l'appel d'une convention nationale.

Des convictions n'admettent pas de compromis.

La démocratie du Delaware est une organisation distincte de l'organisation nationale; elle a son histoire et ses traditions.

Il est trop tôt pour dire quelles résolutions seront prises. La démocratie de notre Etat a toujours eu, et elle semble disposée à continuer, beaucoup de sympathie pour celle de New York, du New Jersey et du Maryland.

C. LAZARD & CO., LTD.
LES ANCIENS ET POPULAIRES
Marchands de Vêtements Confectionnés
D'ARTICLES DE TOILETTE
ET DE CHAPEAUX.
Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.
Coin des rues Canal et North Peters.
15 nov—Dim Mar Jeu Sam

La correspondance entre le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement espagnol.

Presse Associée.

Washington, 13 juillet—Soixante-et-onze pages du livre des relations étrangères ont été nécessaires pour contenir la correspondance échangée entre le gouvernement des Etats Unis et le gouvernement espagnol pendant l'année 1895; et, cependant, cette correspondance ne contient aucun rapport de fonctionnaires des Etats Unis au sujet de la rébellion de l'île de Cuba, de ses progrès ou de ses chances de succès.

Le chapitre concernant commence par la célèbre réclamation Mora.

Cette réclamation, réglée d'une façon satisfaisante par le paiement d'une indemnité d'un million et demi de dollars par l'Espagne, est maintenant un incident clos.

Vient ensuite l'incident de l'Alliança, qui commence par la vigoureuse demande d'un désaveu de l'acte du commandant du Conde de Venitado envoyée au gouvernement espagnol par le secrétaire Gresham, d'une expression de regrets et d'ordres aux commandants de la marine espagnole pour les empêcher d'intervenir dans le commerce légitime américain, soit en dehors soit en dedans de la limite de trois milles des côtes de Cuba.

La conclusion de cet incident est officiellement publiée pour la première fois. Le gouvernement espagnol s'est montré entièrement prêt à faire tout ce qu'exigent les lois internationales, afin d'effacer la mauvaise impression causée par l'incident.

Après avoir obtenu un rapport des fonctionnaires officiels de Cuba, le duc de Tetuan, ministre des affaires étrangères d'Espagne, a remis au ministre des Etats-Unis à Madrid, M. Taylor, une note dans laquelle il déclarait que le navire de guerre espagnol avait fait feu sur l'Alliança dans un but spécial et non pour l'atteindre, le bâtiment se trouvant en dehors de la zone sur laquelle s'étend la juridiction de l'Espagne.

C'était une erreur qu'on ne pouvait plus déplorer que le gouvernement de Sa Majesté, dont le but n'avait jamais été de mettre des obstacles au commerce légitime des Etats-Unis, et, encore moins, de faire la plus légère offense au drapeau d'une nation amie.

Le ministre des affaires étrangères ajoutait que les commandants de la marine espagnole avaient reçu l'instruction d'éviter une répétition d'un tel incident, incident que désavouait le gouvernement de Sa Majesté.

M. Uhl, agissant alors en qualité de secrétaire d'Etat, a clos l'incident en acceptant la communication du duc de Tétuan comme une explication suffisante et satisfaisante.

La correspondance échangée entre le département d'état de Washington et le président du conseil des ministres d'Espagne tient une place considérable.

Elle commence par les cas des yachts Amadie, Lagonda et Baracoa. Mais les circonstances de ces incidents ont déjà été rendues publiques par les procédures légales entamées à cette occasion.

Une demie douzaine de lettres font l'historique de la tentative infructueuse du capitaine général Campos d'empêcher le consul général des Etats-Unis, M. Williams, d'exercer ses fonctions diplomatiques en intervenant pour protéger les citoyens Américains arrêtés dans l'île de Cuba par les fonctionnaires espagnols.

Le secrétaire Olney a agi avec vigueur et promptitude à cette occasion. Il s'est adressé au ministre d'Espagne à Washington et au gouvernement de Madrid par l'intermédiaire de M. Taylor. En moins d'un mois il était reconnu au consul général Williams pleins pouvoirs pour s'occuper de ces questions, et il était ainsi placé sur le même pied que le consul d'Allemagne.

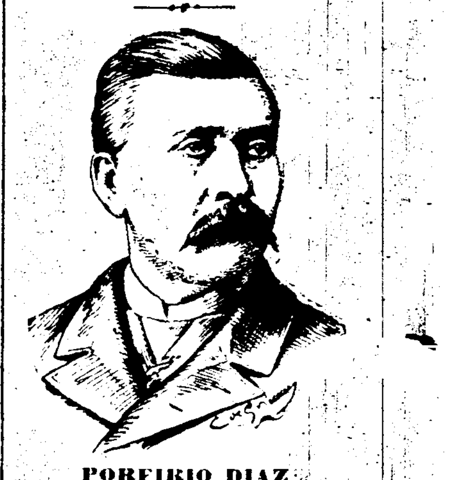
Une courte lettre du ministre Taylor au secrétaire Gresham annonce une victoire diplomatique importante: la concession finale par le gouvernement espagnol aux citoyens des Etats-Unis du droit de payer le minimum des droits sur les marchandises importées dans l'île de Cuba.

Plusieurs lettres de E. Atkins et Cie, de Boston, au secrétaire Olney, au sujet de la destruction par les insurgés de leur riche plantation de Soledad, annoncent des réclamations à l'Espagne.

Par incident, ces messieurs notent que les insurgés sont principalement des nègres, et que l'ordre de brûler leur propriété de Soledad a été envoyé du quartier-général cubain, à New York, dans le but de susciter des difficultés entre l'Espagne et les Etats Unis.

Le chapitre sur l'Espagne se termine par la correspondance relative aux cas de certains citoyens américains arrêtés et expulsés de Cuba: Francisco Carillo, John A. Somers et les Ansleys.

DERNIERE HEURE.



PORFIRIO DIAZ

Félicitations au Président à l'Occasion de sa Réelection.

Presse Associée.

Mexico, 13 juillet—Une délégation composée de 601 électeurs de Mexico a rendu visite aujourd'hui au président Diaz au chateau de Chapultepec, pour le féliciter de sa réélection hier.

Rafael Donde, un avocat distingué de la capitale, a prononcé un discours dans lequel il a glorifié la solidité du gouvernement du pays et a félicité le Mexique d'avoir atteint l'idéal si rarement réalisé par les pays latins: la permanence et la stabilité du gouvernement.

Le général Diaz a répondu par des paroles patriotiques.

Des avis de toutes les parties de la république indiquent un vote pratiquement unanime pour Diaz, qui a été soutenu par toutes les classes de la société. Une répétition de l'ère de bons sentiments qui régnaient aux Etats-Unis quand Monroe a été élu.

Le départ de Chicago de M. et Mme Bryan.

Presse Associée.

Chicago, 13 juillet—M. et Mme Bryan sont partis de Chicago cette après-midi à 2 heures 30 pour Odin, Illinois, où ils ont dû arriver à neuf heures 30 du soir, pour se rendre à Salem, située à quatre milles de distance sur la ligne du Baltimore and Ohio.

Après un séjour de deux jours, M. et Mme Bryan se rendront directement à Lincoln, Nebraska, où ils arriveront vendredi.

Le candidat à la présidence des Etats-Unis n'a pas encore fixé l'endroit où il recevra le comité de notification, mais il le fera d'ici un jour ou deux.

En attendant, M. Sewall, le candidat à la vice présidence, restera à Chicago où il établira son quartier général.

ROYAL

BAKING POWDER
Absolutely Pure.
Une poudre à pâtisserie faite de crême de tartre. Le meilleur de tous les levains.—*Le dernier rapport du gouvernement sur les aliments.*
ROYAL BAKING POWDER CO., New York

FEUILLETON.

No 2 Commencé le 12 juillet 1896.

LES FIANÇAILLES TRAGIQUES.

PAR ERNEST DAUDET.

PREMIÈRE PARTIE.

II

—Suite—

C'était un homme de race, grand, large d'épaules, avec des cheveux blonds coupés ras et une fine moustache aux tons fauves, élégant de tenue et d'allures, à qui l'habitude du commandement, l'expression un peu froide de ses yeux d'un bleu d'acier et son nez en bec d'aigle donnaient une mine hautaine et fière.

Mais ceux qui le connaissaient savaient que sous cette physionomie intimidante au premier abord, battait un coeur généreux et tendre, prompt aux effusions.

Grâce aux propos qu'il avait recueillis en chemin, il n'ignorait rien de ce qui venait de se passer.

Plus pâle et plus défait que sa femme, il se précipita vers elle et l'étreignant avec force, dans l'emportement d'un amour encore aussi ardent qu'aux premiers jours de leur mariage, il la pressa contre lui, en murmurant:

—Ma Geneviève chérie! Est-il vrai que j'aie failli vous perdre?

Doucement, elle se dégageait de son étreinte et dit en désignant Frédéric:

—Voilà mon sauveur.

Des paroles de gratitude montaient aux lèvres du marquis; mais, si violente était son émotion qu'il ne put d'abord en proférer aucune et que la cordiale vigueur de sa main tombée dans celle de Frédéric Bertin exprima seule à ce dernier l'ardeur de la reconnaissance à laquelle il venait de se créer d'imprescriptibles droits.

III

A l'heure où ces scènes émouvantes se déroulaient sur les rives du Gardon, au bourg de Remoulins, situé à une courte distance de là, Me Jérôme Leclerc, notaire au dit lieu, ainsi qu'il l'énonçait dans ses actes, se querellait avec sa femme Virginie Leclerc.

Ce n'était pas la première fois. Depuis plus de trente ans qu'ils étaient mariés, leur maison, si riante avec sa jolie façade donnant sur les champs, et son jardin coupé d'une double allée de cyprès, de marronniers et de buis, pouvait être considérée comme un autre de bruyantes discordes.

Il n'y avait rien en cela qui fût imputable à la femme, bonne et douce créature facile à vivre, ardente à remplir ses devoirs et à qui on ne pouvait reprocher que de s'être laissé aigrir par les innombrables traits de l'inconduite de son mari.

En entrant en ménage toute jeune, elle voulait fermement le rendre heureux

Longtemps elle avait poursuivi ce but avec obstination sans se laisser décourager par les trahisons et les taquineries dont il l'avait abreuvée.

Mais peu à peu, soumise à de trop dures épreuves, sa patience s'était épuisée; un jour était venu où lasse de souffrir et de s'y résigner, elle avait protesté contre les procédés dont elle était victime.

A ses plaintes avaient succédé les reproches, à ses larmes, les révoltes, et comme à l'effort incessant qu'elle faisait pour défendre sa petite dot, l'honneur de son nom, la dignité de son foyer contre les entreprises de son mari, il répondait en se moquant et accentuant ses désordres, elle en était arrivée à éclater à toute heure et à tout propos en lamentatations qui bien vite le fatiguaient.

Ainsi, de jour en jour, leur maison était devenue un enfer où l'on entendait sans cesse des pleurs et des grincements de dents quand le notaire se rencontrait avec sa femme soit aux heures des repas, soit en rentrant la nuit le cerveau troublé, la langue épaisse, l'esprit fatigué par une longue station au café de Remoulins devant quelque table de piquet ou d'écarté.

Leur fils unique Célestin avait grandi dans ces querelles où il puisait avec le dégoût de la maison familiale une envie folle de la fuir; il s'était déshabitué de respecter et d'aimer ses parents.

A peine majeur et ses études de droit terminées à Toulouse où son père l'avait envoyé, il s'était empressé de partir pour Paris, en déclarant qu'il renonçait à succéder à Jérôme Leclerc, préférant être clerc de notaire à Paris que notaire à Remoulins, à côté de parents toujours prêts à en venir aux mains.

Depuis trois ans déjà, il était parti; à diverses reprises, on l'avait revu quand les vacances le ramenaient en son pays natal; mais les séjours qu'il y faisait étaient courts, tant les disputes dont il avait été le témoin lui rendaient odieux, en se continuant, le foyer paternel.

Ce jour-là, bien qu'il se trouvât à Remoulins depuis une semaine, sa présence n'avait pu empêcher ses parents de se quereller encore.

C'était à propos d'une somme d'argent appartenant à Mme Leclerc, qu'elle avait toujours considérée comme une ressource suprême en cas de revers, une poire pour la soif et que son mari voulait retirer de chez le banquier de Nimes où elle était déposée.

Pour opérer ce retrait, le notaire avait besoin de la signature de sa femme et cette signature, très énergiquement, elle la refusait.

—Mais, sacrée entêtée, s'écriait en arpentant son cabinet Jérôme Leclerc, dont le gros ventre se soulevait à chaque parole comme un soufflet de forge et dont la colère empourprait le visage avachi par de nocturnes débauches, ne comprends-tu pas que si je te demande cet argent c'est que j'en ai un impérieux besoin?

—Pour le dévorer encore comme tu as fait du reste, geignait la pauvre Mme Leclerc toute dolente sous son bonnet à rubans violets et sa misérable robe de laine noire qui dessinait son frêle corps de martyre.

—Non, pas pour la dévorer, mais pour rembourser un dépôt qu'on viendra me réclamer dans trois jours.

—Qu'en as-tu fait de ce dépôt.

—Je te l'ai déjà dit, j'ai spéculé à la Bourse et j'ai perdu. Il m'a servi à payer mes différences. C'est un malheur et non un crime. Je serai plus heureux une autre fois. En attendant, il faut que je rembourse le dépôt et je ne peux le rembourser que si tu me viens en aide.

—Sous pareil prétexte, j'ai déjà donné la presque totalité de ce que je possédais. Il ne me reste plus que de quoi manger du pain, je l'ai, je le garde.

—Mais comment rembourserai-je?

—Tu ne rembourseras pas.

—Tu veux donc que je passe aux assises?

—Comme tu as tout fait pour en arriver là, peu importe que ce soit maintenant ou plus tard. Tu as offensé Dieu par ton inconduite; il te punit, c'est affaire entre lui et toi. Quant à moi, je n'y peux rien; je ne veux pas manquer de pain.

A ce trait qui révélait chez cette femme jadis généreuse et prompte à s'apitoyer une exaspération de colère et de souffrance, le notaire bondit et se tournant vers son fils qui assistait, assis et silencieux, à cette scène de famille:

—Tu l'entends, Célestin; elle se résigne à me voir devant la justice!

—C'est bien compréhensible, objecta Célestin d'un accent très calme; voilà si longtemps que vous abusez d'elle.... Elle vous a tout sacrifié. Ce n'est pas gai pour moi votre héritier à tous deux.

—C'est toi qui parles ainsi! Tu approuves donc ta mère de me répondre par un refus en une circonstance aussi grave? Tu sais cependant à quel danger je suis exposé si je ne rembourse pas.

—C'est que ce n'est pas la première fois que vous vous y exposez à ce danger et sans doute ce ne sera pas la dernière. Il est naturel que maman hésite à se dépouiller. Mon intérêt me défend de la blâmer.

La désapprobation de son fils écrasa le notaire.

Célestin, quoiqu'il n'eût que vingt-cinq ans, lui en imposait.

La bonne position qu'il occupait chez un notaire de Paris, l'avenir qui lui semblait réservé, le prestige qu'il devait à l'éloignement, lui donnaient sur son père une supériorité que celui-ci reconnaissait et qui, dans ces circonstances, en s'exerçant contre lui, condamnait sa conduite.

—Si c'est pour me donner une leçon que tu es venu nous voir, tu aurais mieux fait de rester là où tu étais, murmura-t-il avec dépit.

Célestin s'était levé; il alla vers son père et sans se départir de son flegme lui dit:

—Ce n'est pas pour vous voir que je suis venu, papa; c'est pour voir maman et j'étais bien résolu à ne pas me mêler de vos querelles. Mais, le moyen de ne pas s'en mêler lorsque, comme celle-ci, elles éclatent devant moi.

—Est-ce une raison pour les envenimer en me donnant tort?

—Je ne peux donner tort à maman, reprit Célestin qui ne désarmait pas; elle est dans son droit. L'argent que vous lui demandez est à elle, rien qu'à elle. Elle a bien raison de vous le refuser. A sa place, j'en ferais autant.

—Tu me laisseras sombrer! Tu laisserais déshonorer le nom que tu portes!

Et le notaire, les bras au ciel, enveloppait son fils d'un regard larmoyant et indigné.

Mais celui-ci bravait ce regard.

—Vraiment, je vous admire, continua-t-il. Ne dirait-on pas que votre salut est dans les mains de maman! Voyons, raisonnons un peu, papa, et je vais vous prouver que consentit-elle à vous aider cette fois encore, elle ne vous sauverait pas.

A ces mots, Mme Leclerc qui jusqu'à ce moment avait laissé son fils la défendre intervint:

—Je n'ai pas voulu dire autre chose, fit-elle. Tu es perdu, Jérôme, et ce n'est pas un nouveau sacrifice de ma part qui pourrait te tirer du gouffre où tu te débats.

Jérôme bondit vers elle, menaçant.

—Te tairas tu, méchante femme!

Elle reculait, s'abritant derrière son fils.

—Ne craignez rien, maman, dit-il; je suis là et papa ne vous touchera pas. Seulement, puisque votre présence l'exaspère, laissez-nous. Aussi bien j'ai besoin de causer avec lui, seul à seul. Allez et tâchez de vous remettre. Nous arrangerons sans vous nos petites affaires et si bien que désormais on vous laissera en repos.

D'un geste où le dédain tenait plus de place encore que la sollicitude, il lui montrait la porte.

Elle parut se soumettre et sortit à reculons, tremblante, des larmes dans les yeux.

Resté seul avec son père, Célestin reprit résolument l'entretien.

—Je connais votre situation aussi bien que vous la connaissez vous-même, papa, dit-il. Elle est désespérée.

—Comment désespérée! balbutia le notaire.

—Ne protestez pas, car c'est la vérité. Ce n'est pas un seul dépôt que vous avez à rembourser, c'est sept ou huit. Le premier est exigible dans trois jours; les autres dans trois semaines, et à supposer que vous parveniez à payer pour l'un, vous êtes hors d'état de payer pour les autres. Vous ne reculeriez donc que pour mieux sauter.

—C'est faux! J'attends des rentrées.

A continuer.